

Traduction française et texte original anglais.

Jawaharlal Nehru

Appel à la bonne volonté

Diffusé de New Dehli, le 16 janvier 1956

Je m'adresse à vous par la radio après une longue absence. Je vous propose de parler un peu du rapport de la commission de réorganisation des États et des décisions générales que le gouvernement a prises en lien avec les recommandations qu'il contient.

Cependant, avant, j'aimerais attirer votre attention sur le monde dans lequel nous vivons et sur les graves problèmes auxquels nous devons faire face. C'est dans ce contexte plus large que nous devons prendre les choses, faute de quoi nous nous perdrons dans des controverses sur des sujets relativement peu importants.

Le sujet dominant de la société moderne est l'énergie atomique et ses symboles épouvantables : la bombe atomique et la bombe à hydrogène. Si ces terribles armes venaient à être libérées sur l'humanité, tous nos espoirs seraient anéantis et l'humanité périrait. Nous avons protesté contre la guerre et contre la production et les tests de ces armes. Il faut se rappeler que même sans guerre, si ces tests d'explosion de bombes à hydrogène continuent, l'avenir de l'humanité est en péril, comme nous le disent d'éminents scientifiques. Et pourtant, on nous dit qu'un autre test aura lieu dans le Pacifique. Tout cela revêt une importance pratique extrême pour tous les êtres humains et soulève des questions de morales très importantes.

Nous avons parlé de la paix et suivi une politique de paix dans nos relations extérieures. Nous avons mis en avant les cinq principes contenus dans l'accord de Panchsheel et parlé d'une coexistence pacifique. Tout cela n'a pas de sens si la bombe à hydrogène poursuit sa carrière triomphale et malveillante.

Dans quelques jours, nous allons célébrer le Jour de la République et fêter le sixième anniversaire de notre grande République. Au cours de ces années, nous avons fait beaucoup de progrès et impressionné le monde entier, non seulement par ce que nous avons fait, mais aussi par notre énergie et notre détermination à réaliser de grandes choses à l'avenir. Nous avons fixé l'objectif socialiste et nous sommes à la veille du deuxième plan quinquennal qui nécessitera, comme tout qui en vaut la peine, un énorme effort de la part de notre peuple. Plus que jamais, nous avons besoin d'unité, de coopération et de dur labeur.

C'est dans ce contexte que nous devons considérer les propositions pour la réorganisation des États. Même avant que le rapport de la commission nous soit présenté, nous étions nombreux à penser que les recommandations d'un tel rapport devaient nécessairement être considérées à leur juste titre et être acceptées, sauf pour une raison majeure. Le rapport nous a été présenté le 30 septembre. Nous étions soucieux de prendre en compte le public et l'avons publié dans les dix jours qui ont suivi. Ensuite, dans notre désir de suivre les procédures démocratiques au plus proche, nous avons consulté d'innombrables représentants provenant de toute l'Inde et écouté leurs points de vue. Les arguments avancés étaient valables, même s'ils étaient parfois contraires. Les gouvernements et les assemblées des États ont été consultés et le parlement a débattu à l'infini. Plus nous consultions nos collègues sur le sujet, plus il nous est apparu que la seule politique correcte était d'adopter les recommandations du rapport, préparé après mûre réflexion et qui a nécessité le travail de trois hommes éminents et impartiaux. Il était évident que pour chaque recommandation, ou presque, quelqu'un quelque part n'était pas d'accord. Prendre une décision qui convienne à tout le monde était impossible.

C'est pourquoi nous avons accepté les recommandations du rapport, à l'exception de quelques cas où il aurait été impossible de le faire.

Les questions impliquant l'État de Bombay, le Pendjab et l'État proposé de Madhya Pradesh faisaient partie des sujets les plus importants. Je suis heureux que le peuple ait vastement accepté le nouvel État de Madhya Pradesh et n'ai aucun doute que c'est une décision sage dont les habitants de ce noble Etat profiterons. Je suis aussi content du fait que l'État du Mysore, nouvellement agrandi et comprenant les régions parlant le Kannada, sera créé.

Quant au cas du Pendjab, nous ne sommes pas encore parvenus à une décision finale.

Nous avons réfléchi avec soin à la question de l'État de Bombay. Nous avons estimé que la recommandation de la commission était valable, équitable pour tous les concernés et qu'elle ferait sûrement progresser cet État, qui a acquis une réputation enviée pour son efficacité et son progrès. Cependant, des circonstances ont rendu impossible la mise en œuvre de ces décisions. Nous avons exploré toutes les possibilités avec des représentants importants de différents points de vue. Nous étions particulièrement soucieux de répondre aux aspirations légitimes du peuple maharashtrien. La ville de Bombay est, comme chacun le sait, géographiquement entourée par le Maharashtra et peut être considérée comme une partie de celui-ci. Même dans cette ville, le plus grand groupe linguistique est formé par les Maharashtrais. Quel que soit le sort de Bombay, les Maharashtrais y joueront de toute façon un rôle important.

Après d'innombrables consultations et après avoir pris en compte tous les aspects de la question, nous sommes parvenus à la conclusion que la ville de Bombay devrait être administrée de manière centralisée et que deux autres grands États devraient être créés : le Maharashtra, comprenant la région de Vidarbha, et le Gujarat, comprenant les régions de Saurashtra et de Kutch.

Il est évident que toute décision nécessite la coopération des personnes concernées. Il est tout aussi évident que la ville de Bombay est étroitement liée aux régions qui l'entourent et qu'il doit y avoir coopération et coordination dans leurs activités. La ville de Bombay a joué un rôle glorieux dans l'histoire de l'Inde et dans notre lutte pour la liberté. Elle fait non seulement la fierté de ses habitants, mais aussi de toute l'Inde.

J'espère sincèrement que cette décision sera considérée objectivement par toutes les parties concernées et acceptée, même si beaucoup ne sont pas d'accord. Nous devons régler cette question et non en débattre indéfiniment.

En ce qui concerne les nombreuses questions frontalières, nous avons décidé d'accepter les recommandations de la commission, sauf lorsque des ajustements mineurs ont été apportés, avec le consentement des parties concernées. De plus amples ajustements sont toujours possibles, s'il y a accord.

Le seul problème important qui subsiste concerne le Pendjab. Il est clair que l'avenir du Pendjab dépend la bonne volonté et de la coopération des sikhs et des hindous de la région. C'est essentiel, quelle que soit la décision. Je suis sûr que cela sera arrivera prochainement.

Par le passé, de nombreuses difficultés sont apparues et de nombreuses plaintes justifiées ont été formulées. Ces difficultés ont existé dans de nombreuses régions d'Inde et ne pourront pas être résolues par un simple ajustement de frontières. Il est donc nécessaire de disposer d'un certain nombre de mesures de sauvegarde pour protéger les minorités linguistiques, tout comme les autres. Nous avons donc largement accepté les recommandations relatives aux garanties contenues dans le rapport de la commission.

Nous recommandons aussi la création de cinq conseils de zone, ce qui donnera l'opportunité aux États concernés de se concerter sur des problèmes communs et de développer l'habitude de prendre en compte les difficultés de chacun et d'y trouver des solutions. Cette perspective de compréhension et de tolérance mutuelles est essentielle pour faire progresser la situation. L'idée d'un État seul, est, bien sûr, absurde en plus d'être opposé à la conception de base de l'unité indienne.

J'aimerais sincèrement faire appel à tous nos citoyens d'examiner ces questions dans un esprit de coopération pacifique. L'Inde fait aujourd'hui appel au monde pour une coexistence pacifique entre les nations. À quel point est-ce encore plus nécessaire à l'intérieur de notre grand pays ? Ne pas respecter notre message, c'est faire y faire défaut. Plus que tout, nous devons aborder chaque problème avec un esprit raisonnable et coopératif. Nous avancerons ensemble, ou pas du tout. La violence est la négation même de ce que nous défendons et de notre progrès.

Cette année, nous célébrons un événement de grande importance : le 2 500^e anniversaire de Bouddha. Souvenons-nous du message du **plus grand fils de l'Inde**, dont la lumière a illuminé non seulement notre pays, mais le monde entier depuis des millénaires. Ce message a plus tard été inscrit par le grand Açoka sur des pierres et des rochers, qui témoignent aujourd'hui de la vérité qui a guidé l'Inde à travers le temps. C'est uniquement en reconnaissant cette grande vérité que notre pays et le monde prospéreront. Si le monde le nie et le répudie et continue dans la violence, il périra.

Traduction française par Catherine Joynes

*

Texte original

Appeal for goodwill

Broadcast from New Dehli on January 16, 1956

I am addressing you on the radio after a long interval. I propose to say a few words to you about the Report of the States Reorganization Commission and the broad decisions that Government have taken in regard to its recommendations.

But before I do that, I should like to draw your attention to the world we live in and the major problems that we have to face. It is in this wider context that we have to view everything, or else we shall lose ourselves in controversies and quarrels about relatively petty matters.

The dominant fact of the modern world is atomic energy and its dreadful symbols, the atomic bomb and the hydrogen bomb. If these terrible weapons are let loose on

humanity then all our hopes are dashed to pieces and humanity perishes. We have protested against war and against the production and experimentation of these weapons. It must be remembered that even without war, if these experiments of explosions of the hydrogen bomb go on, the future of humanity is imperilled, as eminent scientists tell us. And yet we are told that there is going to be another experiment in the Pacific area. All this is of tremendous practical importance to every human being and it raises moral issues of great significance.

We have talked to peace and followed a policy of peace in our external relations. We have put forward the Panchsheel of the Five Principles and spoken of peaceful coexistence. All this has no meaning if the hydrogen bomb pursues its triumphant and malevolent career.

In a few days' time we shall celebrate Republic Day and complete six years since the formation of our great Republic. During these years we have made marked progress and impressed the world not only with what we have done but with our energy and determination to achieve great things in the future. We have laid down the socialist goal and we are on the eve of the Second Five-Year Plan which will require, as everything that is worthwhile requires, a tremendous effort on the part of our people. More than ever, we require unity, co-operation and hard work.

It is in this context that we have to view the proposals for the reorganization of States. Even before the Report of the Commission was presented to us, many of us felt that the recommendations of such a Report must necessarily be given full weight and accepted, unless there was some overpowering reason against the acceptance of some part. The Report was presented to us on the 30th September. We were anxious to take the public into our confidence and we published this Report within ten days. After that, in our desire to follow democratic procedures to the utmost, we consulted innumerable representatives from all over India and heard their viewpoints at length. There was force in the arguments advanced, even though they were sometimes opposed to each other. State Governments and State Assemblies were consulted and Parliament had marathon debates. The more we considered this matter in consultations with our colleagues, the more it appeared to us that the only right policy was to accept broadly the

recommendations of this Report which had been prepared after great thought and labour by three eminent and impartial men. It was obvious that in regard to almost every recommendation, there was dissatisfaction somewhere and some reason for it. It was impossible to evolve something that was acceptable to all.

We have, therefore, proceeded on this basis of accepting the recommendations of the Report except in a few cases where we found it wholly impracticable to do so.

Among the major questions were those affecting the Bombay State, the Punjab and the proposed Madhya Pradesh State. I am glad that the new Madhya Pradesh has been widely accepted by the people concerned and I have no doubt that this decision is a wise one and will benefit the people of this great State. I am glad also that the new enlarged Mysore State including the Kannada areas will come into existence.

In regard to the Punjab, we have not yet arrived at any final decision.

We have given the greatest thought and care to the question of the Bombay State. We felt that the recommendation of the Commission was a right one, fair to all concerned and likely to lead to progress in this State which has acquired an enviable reputation for its efficiency and progress. But circumstances arose which made the implementation of those decisions impracticable. We explored every avenue with eminent representatives of various viewpoints. In particular, we were anxious to meet the legitimate aspirations of the Maharashtrian people. Bombay City, as is well known, is geographically surrounded by Maharashtra and may be considered a part of it. Even in this City the dominant and largest linguistic group consists of Maharashtrians. Whatever the fate of Bombay, the Maharashtrians are bound to play a dominant role there.

After innumerable consultations and considering every aspect of the question, we have come to the conclusion that Bombay City should be Centrally administered and two other great States should be formed – one, the Maharashtra State including Vidarbha and the other, Gujarat, including Saurashtra and Kutch.

It is obvious that any decision requires the co-operation of the people affected. It is equally obvious that Bombay City is closely associated with its surrounding areas and there must be co-operation and co-ordination of their activities. Bombay City has played

a glorious role in India's history and in our struggle for freedom. It has been the pride not only of those who live in Bombay but of the whole of India.

I earnestly hope that this decision will be considered dispassionately by all concerned and accepted, even though many may not agree with it. We have to finalize this matter and not argue indefinitely.

In regard to the many border issues, we have decided to accept the recommendations of the Commission, except where minor adjustments have been made with the consent of the parties concerned. It may be possible still to make some further adjustments if there is agreement.

The only major issue that remains is that of the Punjab. It is clear that the future of the Punjab depends on the goodwill and co-operation of the Sikhs and the Hindus there. Whatever the decision, this is essential. I trust this will be forthcoming.

Many difficulties have arisen in the past and many complaints have been made which have justification. These difficulties have existed in many parts of India and they will not be solved merely by the adjustment of boundaries. It is necessary, therefore, to have a number of safeguard which will protect linguistic minorities as well as others. We have broadly accepted, therefore, the recommendations in regard to safeguards contained in the Report of the Commission.

We are recommending also the formation of five zonal councils which will give an opportunity for the States concerned in each zone to confer together about common problems and develop the habit of considering each other's difficulties and finding solutions for them. It is this outlook of mutual understanding and toleration that is the essential thing if we are to progress. The idea of any State standing by itself is, of course, absurd apart from its being opposed to the basic conception of India's unity.

I would earnestly appeal to all our countrymen and comrades to consider these matters in a spirit of peaceful co-operation. India appeals today to the world for peaceful coexistence between nations. How much more is that necessary within the broad confines of our dear country? We shall be false to our message if we do not live up to it ourselves. Above all, we have to approach every problem in a spirit of sweet reasonableness and co-

operation. We shall go forward together or not at all. Violence is the very negation of what we stand for and our progress.

This year we celebrate an event of high significance – the two thousand five hundredth anniversary of the Buddha. Let us remember the message of **this greatest son of India** whose light has illuminated not only our country but the world for these thousands of years. That message was inscribed later by the great Asoka on rock and stone which stand today to bear witness to the truth that has guided India through the ages. It is only by the recognition of this great truth that our country and the world will prosper. If the world denies and repudiates it and goes along its violent courses, it will perish.